



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 19 octobre 2022

Ordre du jour :

8080 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2023

8081 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026

- Rapporteur : M. Max Hahn

- Echange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, M. Yves Cruchten, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter

Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

Mme Sandra Denis, du Ministère des Finances

M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

M. Eric May, M. Yves Melan, M. Roland Richardy, M. Michel Wilmes, de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

M. Pitt Sietzen, du Groupe politique démocratique - DP

Mme Patricia Pommerell, de l'Administration parlementaire

Excusées : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

8080 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2023

8081 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026

- Rapporteur : M. Max Hahn

- Echange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

En guise d'introduction, Monsieur le Directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) constate que les chiffres de l'AED ont été établis dans un contexte économique des plus incertains, caractérisé par une polycrise d'un type sans précédent. Il précise que l'AED se base sur les prévisions macroéconomiques du STATEC publiées suite à l'accord entre le Gouvernement et l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP à l'issue des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022, ci-après « *accord tripartite* ». Or, il ne faut pas oublier que ces prévisions ne sont que des hypothèses et que l'évolution effective de la situation économique dépend de nombreux facteurs, comme l'a également souligné Madame la Ministre des Finances lors de sa présentation des projets de loi 8080 et 8081.

Il existe en effet un certain nombre de facteurs d'incertitude et de risques, comme le comportement d'achat des consommateurs en 2023, sachant que les indicateurs de confiance affichent actuellement une évolution négative. Se pose également la question de savoir si la baisse des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) décidée dans le cadre de l'accord tripartite sera effectivement répercutée sur les prix des produits et des services. Enfin, vu le degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, il reste à voir quel impact l'inflation importée aura sur les prix d'achat pratiqués par les entreprises luxembourgeoises. En effet, la conjugaison d'une hausse des prix d'achat et d'une baisse potentielle de la demande risquerait de créer des problèmes de liquidités qui pourraient résulter dans le non-paiement des créances TVA ou d'autres charges, même si l'AED ne dispose en ce moment d'aucune indication laissant supposer une détérioration de la situation au niveau du paiement de la TVA. Un autre facteur d'incertitude de 2023 réside dans l'évolution du prix du carburant.

Au vu de tous ces facteurs d'incertitude, Monsieur le Directeur souligne l'importance pour l'AED d'établir ses chiffres avec la prudence requise, ceci d'autant plus que la crise économique actuelle ne lui permet pas de baser ses modèles de calcul économétriques sur les enseignements du passé. Il en résulte que l'exactitude de l'estimation des recettes fiscales de l'année 2023 est tributaire de celle des prévisions du STATEC pour l'année 2023.

Par la suite, le Directeur de l'AED présente les chiffres de l'AED annexés au présent procès-verbal et apporte les commentaires supplémentaires suivants :

Page 1 : Il est estimé que les recettes issues de la TVA augmentent en 2022 de +8,3% par rapport au budget voté pour l'année 2022, les indicateurs macroéconomiques étant toujours caractérisés par une certaine normalité (taux d'inflation, PIB).

Le même constat vaut pour les estimations établies dans le projet de budget pour l'année 2023 qui table sur une croissance de 3,9% des recettes provenant de la TVA par rapport aux estimations pour l'année 2022. Plus en détail, l'AED prévoit une hausse de l'ordre de 6,3% au niveau des recettes brutes et une croissance de 13,5% au niveau des remboursements visant à aider les entreprises confrontées à des problèmes de liquidités (*cf.* page 20). Force est de constater que la croissance estimée à 3,9% marque une rupture avec les exercices précédents

(la croissance des recettes était de plus de 18% en 2021 et de plus de 14% en 2022), ceci d'autant plus que l'indexation des salaires et les mesures décidées dans le cadre de l'accord tripartite visent à renforcer le pouvoir d'achat des ménages en 2023. À noter que les chiffres établis par l'AED prennent en compte le coût de la baisse des taux de la TVA et les conséquences économiques des mesures décidées dans le cadre de l'accord tripartite.

En revanche, la moins-value estimée des recettes de la taxe d'abonnement (-7,8%) en 2022 s'explique par l'évolution défavorable des cours de bourse, sachant que le premier trimestre de l'année en cours a permis d'engranger un résultat record, alors que les deuxième et troisième trimestres sont caractérisés par une baisse modérée et que l'AED s'attend à une évolution encore plus défavorable lors du quatrième trimestre.

L'AED table sur une baisse de 3,7% des recettes issues de la taxe d'abonnement en 2023 par rapport aux rentrées de 2022, conformément aux prévisions du STATEC. Il est estimé que l'évolution favorable du taux du dollar permettra d'éviter une baisse plus importante des recettes de la taxe d'abonnement en 2023.

Les recettes de l'exercice 2022 provenant des droits d'enregistrement affichent un recul de 3,3%, soit de 17,3 millions d'euros. Il s'avère en effet que le nombre de mutations immobilières affiche une baisse de l'ordre de 14% par rapport à l'année 2021. Cette évolution est confirmée par les chiffres du STATEC qui tablent sur une baisse du nombre des prêts hypothécaires accordés et des autorisations à bâtir. En outre, force est de constater une décélération de la hausse des prix immobiliers par rapport aux années 2020 et 2021, même celle-ci continue à afficher un niveau élevé.

Cette évolution défavorable au niveau des recettes issues des droits d'enregistrement a pu être mitigée grâce à deux phénomènes : Premièrement, certains actes établis dans le cadre de mutations de biens immobiliers sis à Luxembourg-Ville ou dans les communes avoisinantes ont permis de générer des recettes importantes. Deuxièmement, vu la baisse du nombre de mutations immobilières (-14%), le montant des crédits d'impôts accordés aux acquéreurs est également en baisse.

L'AED table sur une hausse des recettes provenant des droits d'enregistrement de 2% en 2023. Malgré les taux d'intérêt plus élevés des crédits hypothécaires, elle estime que le marché immobilier ne sera pas soumis à des changements majeurs dans les mois à venir. En effet, le déséquilibre entre l'offre et la demande perdurera en raison de la croissance démographique et de l'emploi et continuera de pousser les prix immobiliers à la hausse. On peut observer que les secteurs des technologies de l'information, de la finance et de l'audit et du conseil continuent à attirer une main-d'œuvre hautement qualifiée qui est capable de payer les prix demandés. Partant, il est estimé que l'AED continuera en 2023 à percevoir des droits d'enregistrement sur des actes d'une valeur élevée. En outre, force est de constater que l'achat d'une construction existante est actuellement privilégié par rapport aux nouvelles constructions. C'est notamment la vente en l'état futur d'achèvement qui est en recul, vu notamment l'évolution des prix des matières premières et la garantie d'achèvement donnée à l'acquéreur. Or les ventes d'immeubles existants génèrent un droit d'enregistrement perçu sur la valeur du terrain et celle de la construction existante.

Page 2 : Le tableau de la page 2 sur l'évolution mensuelle des recettes brutes de la TVA fait état d'une hausse plus ou moins importante par rapport à chaque mois de l'exercice 2021. La chute des recettes brutes issues de la TVA, qui peut être constatée pour les mois d'avril et de mai 2020, est liée au confinement décidé dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

Page 3 : L'évolution mensuelle des remboursements entre 2020 et 2022 reflète la volonté du Gouvernement de maintenir les remboursements à un niveau très élevé en 2020 et en 2021,

alors que l'exercice 2022 est caractérisé par un retour à la normale dans la mesure où l'État procède à nouveau à l'imposition de dossiers permettant de générer des recettes plus importantes.

Page 5 : En ce qui concerne la provenance de la TVA selon les secteurs économiques, le Directeur de l'AED attire l'attention sur le fait que le secteur K – « *Activités financières et d'assurance* », qui bénéficie d'exonérations importantes, constitue au Luxembourg le deuxième secteur économique en matière de recettes issues de la TVA, alors que le secteur M – « *Activités spécialisées, scientifiques et techniques* », qui est en partie étroitement lié au secteur K, arrive en troisième position. Il s'ensuit que le secteur financier est à considérer comme une source de revenu importante, non seulement en matière d'impôt sur le revenu des collectivités, mais également en matière de TVA.

Page 6 : Le graphique de la page 6 montre que l'évolution de la TVA en 2022 est favorable non seulement par rapport aux exercices 2020 et 2021, mais également par rapport à l'exercice 2019 qui précède la crise liée à la pandémie Covid-19.

Page 8 : L'évolution des recettes brutes provenant de la TVA sur ventes de carburant (essence et diesel) fait état d'une croissance de 53% au mois de septembre 2022 par rapport à l'année 2021, sachant qu'il y a un déphasage de deux à trois mois entre le fait générateur et le paiement de la TVA.

Page 9 : Le tableau de la page 9 se rapporte aux recettes issues de la TVA ayant pour origine la vente de carburant et contient les montants des remboursements de la TVA qui sont effectués au profit d'assujettis provenant d'autres États membres de l'Union européenne selon une procédure prévue par le droit européen. Après déduction de ce chiffre, force est de constater que la situation au 30 septembre 2022 affiche une hausse de 137,8 millions d'euros (+53%) par rapport au 30 septembre de l'année 2021. L'extrapolation de ce chiffre sur l'année tout entière permet de tabler sur une hausse de 183 millions d'euros par rapport à l'année 2021, ce qui correspondrait à 28% de la plus-value totale de la TVA s'élevant à 638 millions d'euros. À noter pourtant que ces chiffres ne prennent pas en compte le droit à déduction des assujettis immatriculés au Luxembourg, alors que de nombreuses entreprises de transport, de construction et de leasing bénéficient d'un droit à déduction élevé. Déduction faite du montant estimé de la restitution de la TVA aux assujettis nationaux, la croissance des recettes nettes provenant de la TVA ayant pour origine la vente de carburant correspond à moins de 25% de la plus-value totale de la TVA en 2022 par rapport à l'année 2021. (Pour des raisons de charge administrative, il n'est pas possible de ventiler en détail dans les déclarations nationales de TVA les types d'acquisitions effectuées par un assujetti au cours de l'année concernée).

Page 10 : À l'instar du tableau précédent, le tableau de la page 10 sur l'évolution des recettes brutes de la TVA sur ventes d'électricité et de gaz entre 2019 et 2022 ne prend pas en compte le droit à déduction dont bénéficient notamment l'industrie, le commerce et l'artisanat. Les chiffres bruts y présentés font état d'une décroissance depuis le début de l'année, alors que l'accord tripartite prévoit une limitation de la hausse des prix du gaz à +15% et une stabilisation du prix de l'électricité pour les ménages. En comparaison avec la recette totale de la TVA, les secteurs du gaz et de l'électricité ne représentent qu'une faible partie.

Page 11 : Le Directeur de l'AED attire l'attention sur le fait que le total annuel de la TVA logement en 2022 sera relativement bas par rapport aux exercices précédents, ce qui confirme le constat que les activités du secteur de la construction sont au ralenti.

Page 12 : Il ressort du tableau de la page 12 sur la structure des montants de la TVA à recouvrer que le nombre d'assujettis concernés est en baisse depuis 2020 (-2 800 entreprises par rapport à 2020), alors que le montant du solde débiteur reste pratiquement inchangé. Il convient d'en tirer la conclusion que les régimes d'aides liés à la pandémie Covid-19 ont

notamment profité aux entreprises dont le solde débiteur était limité et qui ont réussi à rééquilibrer rapidement leur situation financière, contrairement aux entreprises dont le solde débiteur était plus important. Alors que le solde débiteur s'élève à environ 525,5 millions d'euros au 4 octobre 2022, force est de constater que le retard de recouvrement de ce montant correspond seulement à 1,02 mois.

Page 13 : Il ressort du tableau de la page 13 que, sur demande du ministre des Finances, l'AED a procédé à des remboursements élevés de la TVA en 2020 et en 2021 afin de venir en aide aux entreprises. La situation s'est équilibrée en 2022 au niveau des bureaux d'imposition, et le solde créditeur s'est détérioré en conséquence. Le faible niveau du taux d'intérêt a également pour conséquence que le nombre de demandes de remboursement est en baisse. Monsieur le Directeur rappelle à cet égard que l'AED est obligée de traiter toute demande de remboursement dans un délai de quatre mois afin d'éviter le paiement d'intérêts de retard, ce qui ne se fait pas à l'heure actuelle. Le traitement des demandes de remboursement constitue une charge administrative importante pour l'AED, étant donné que le décaissement de la TVA déductible (« *Vorsteuer* ») peut impliquer une tentative de fraude à la TVA.

Page 14 : Les graphiques de la page 14 reflètent le surplus du nombre de remboursements effectués en 2020 et en 2021. Abstraction faite des années 2020-2021, une évolution constante du solde créditeur peut être observée depuis 2017, aussi bien au niveau des montants de la TVA que du nombre d'assujettis.

Page 15 : Le tableau de la page 15 permet de relativiser les retards en matière de recouvrement et de remboursement en les mettant en relation avec les recettes issues de la TVA qui sont en croissance constante. Le graphique afférent permet en effet de constater que l'évolution des soldes débiteurs et des soldes créditeurs ne donne pas lieu à préoccupation.

Page 16 : Le tableau de la page 16 confirme le ralentissement de la croissance au niveau des droits d'enregistrement depuis le deuxième semestre 2022. Cette croissance réduite connaît comme facteur d'explication certaines mutations immobilières isolées d'une valeur exceptionnelle et la diminution du crédit d'impôt accordé à la suite du ralentissement du nombre des mutations immobilières par rapport à l'année précédente.

Page 17 : Le tableau de la page 17 permet de constater que les chiffres liés au crédit d'impôt en matière d'enregistrement et d'hypothèques sont en recul par rapport aux années précédentes, ce qui est le corollaire de la baisse du nombre de mutations immobilières.

Page 18 : Le tableau de la page 18 relatif à l'évolution de la taxe d'abonnement fait état d'une détérioration de la progression par rapport à l'année 2021 au cours des deuxième et troisième trimestres.

Page 19 : L'évolution des droits de succession est par nature erratique et dépend de la valeur de la fortune mobilière et immobilière servant de base d'assiette à la minorité des successions soumises à l'impôt. Force est de constater que les successions importantes impliquent souvent des immeubles dont la valeur est calculée selon les dispositions de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre avec, pour conséquence, que les héritiers se voient souvent obligés de mettre à la vente les immeubles en question afin de pouvoir s'acquitter du droit de succession. Vu l'évolution favorable des droits de succession au cours des dernières années, l'AED a décidé d'inscrire le montant de 100 millions d'euros dans le projet de budget pluriannuel pour la période 2023-2026 (au lieu de 85 millions d'euros).

Page 20 : Le projet de budget pluriannuel pour la période 2023-2026 se dégage à cent pourcent des prévisions macroéconomiques du STATEC, avec tous les facteurs d'insécurité qui les sous-tendent. En cas de confirmation des prévisions macro-économiques établies par

le STATEC, l'année 2024 serait caractérisée par un retour à la normale avec une croissance des recettes totales de 5,5%, et les années subséquentes profiteraient de cet effet de niveau.

*

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- M. André Bauler (DP) se réfère à l'entrevue que la Commission des Finances et du Budget a eue le 14 octobre 2022 avec l'Administration des douanes et accises et lors de laquelle il a été constaté que les recettes issues des droits d'accise sur les cigarettes, le tabac à fumer et les cigares affichent une croissance nette qui a permis de compenser la moins-value des droits d'accise sur les huiles minérales (situation au 30 septembre 2022). L'orateur souhaite savoir si cette croissance se reflète également dans l'évolution des recettes provenant de la TVA et quelle pourrait en être l'explication, notamment au vu du fait que la vente des carburants (« *tourisme à la pompe* ») est en recul.
- Le Directeur de l'AED répond par l'affirmative et précise que, pour des raisons de simplification administrative, la TVA sur les produits d'accise est recouvrée par l'Administration des douanes et accises et versée à l'AED¹. L'orateur ne peut pas exclure que la croissance nette constatée contienne en partie un risque de contrebande. Il s'agit là d'un phénomène relayé notamment par les médias des régions limitrophes du Luxembourg. Un autre risque est lié au blanchiment de capitaux dans le secteur de la vente du tabac.
- Suite à des questions supplémentaires de M. André Bauler, le Directeur de l'AED confirme que les assujettis étrangers peuvent acquérir en toute légalité des produits du tabac au Luxembourg pour autant que la limite des quantités maximales autorisées à des fins de consommation privée soit respectée. L'exportation de produits du tabac est intéressante dans la mesure où le prix de ces produits est toujours plus avantageux au Luxembourg que dans les pays limitrophes.
- En réponse à des questions afférentes de M. Gilles Roth (CSV), le Directeur de l'AED indique que la fixation des quantités maximales autorisées de produits du tabac relève du droit accisien européen et relève de la compétence de l'Administration des douanes et accises. Il rappelle que l'évolution de la plus-value de la TVA sur les produits du tabac est proportionnelle à celle des droits d'accise.
- M. Gilles Roth renvoie encore au tableau de la page 8 sur l'évolution des recettes brutes issues de la TVA sur ventes de carburant et se demande si la croissance de 53% au mois de septembre 2022 par rapport à l'année 2021 s'explique par le fait que le prix du carburant est en augmentation. En outre, l'orateur s'interroge sur les raisons qui expliquent la diminution de 60% à 53% de la croissance entre les mois de juillet et de septembre 2022 par rapport à 2021.
- Le Directeur de l'AED confirme que l'évolution du prix du carburant est effectivement à la base de l'évolution favorable des recettes brutes issues de la TVA sur ventes de carburant, mais estime qu'il est impossible de procéder à une analyse de cause à effet par mois déterminé. Il estime, en effet, que l'écart constaté par l'orateur précédent pourrait être lié par exemple au fait que certaines entreprises affichent un retard de paiement de la TVA, de sorte qu'il faudrait mieux s'adonner à une comparaison portant sur des périodes plus larges.

¹ Une vérification *a posteriori* fait état d'un surplus de 23,5 millions de TVA par rapport au mois de septembre 2021.

- En ce qui concerne l'évolution favorable des recettes provenant des droits d'accise et de la TVA sur les produits du tabac, M. André Bauler constate encore que celle-ci est également due à l'augmentation du prix des produits concernés.

Luxembourg, le 19 octobre 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de l'enregistrement,
des domaines et de la TVA



Rapport explicatif pour la COFIBU du 19 octobre 2022

Projet de Budget 2023

Programme pluriannuel 2022 - 2026

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES
ET DE LA TVA

Direction de l'AED

1-3, av. Guillaume
L-1651 Luxembourg

Tél. : +352 2478 0800

Fax : +352 2479 0400

pfi.public.lu

Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Table des matières

Evolution budgétaire 2021 - 2022 et projet de Budget 2023	1
Evolution mensuelle des recettes brutes 2020-2022	2
Evolution mensuelle des remboursements 2020-2022	3
Evolution mensuelle de la TVA 2020-2022	4
Provenance de la TVA selon les secteurs économiques	5
Evolution de la TVA 2019 - 2022 (résultats cumulés)	6
Evolution des remboursements de TVA 2019 - 2022 (résultats cumulés)	7
Evolution des recettes brutes de TVA en relation avec la vente de carburant 2019-2022	8
Recettes de TVA avec pour origine la vente de carburant (de 2013 à 2022)	9
Evolution des recettes brutes en relation avec les ventes d'électricité et de gaz	10
Remboursement TVA logement et application directe du taux de 3%	11
Structure des montants de TVA à recouvrer 2017 - 2022	12
Structure des montants de TVA à rembourser 2017 - 2022	13
Structure des montants de TVA à recouvrer / rembourser-assujettis en activité normale	14
Structure des montants de TVA à recouvrer / rembourser en % des recettes brutes	15
Evolution des droits d'enregistrement 2019 - 2022 (résultats cumulés)	16
Crédit d'impôt en matière de droits d'enregistrement et d'hypothèques	17
Evolution de la taxe d'abonnement 2019 - 2022 (résultats cumulés)	18
Evolution des droits de succession 2019 - 2022 (résultats cumulés)	19
Projet de Budget pluriannuel 2023 - 2026	20

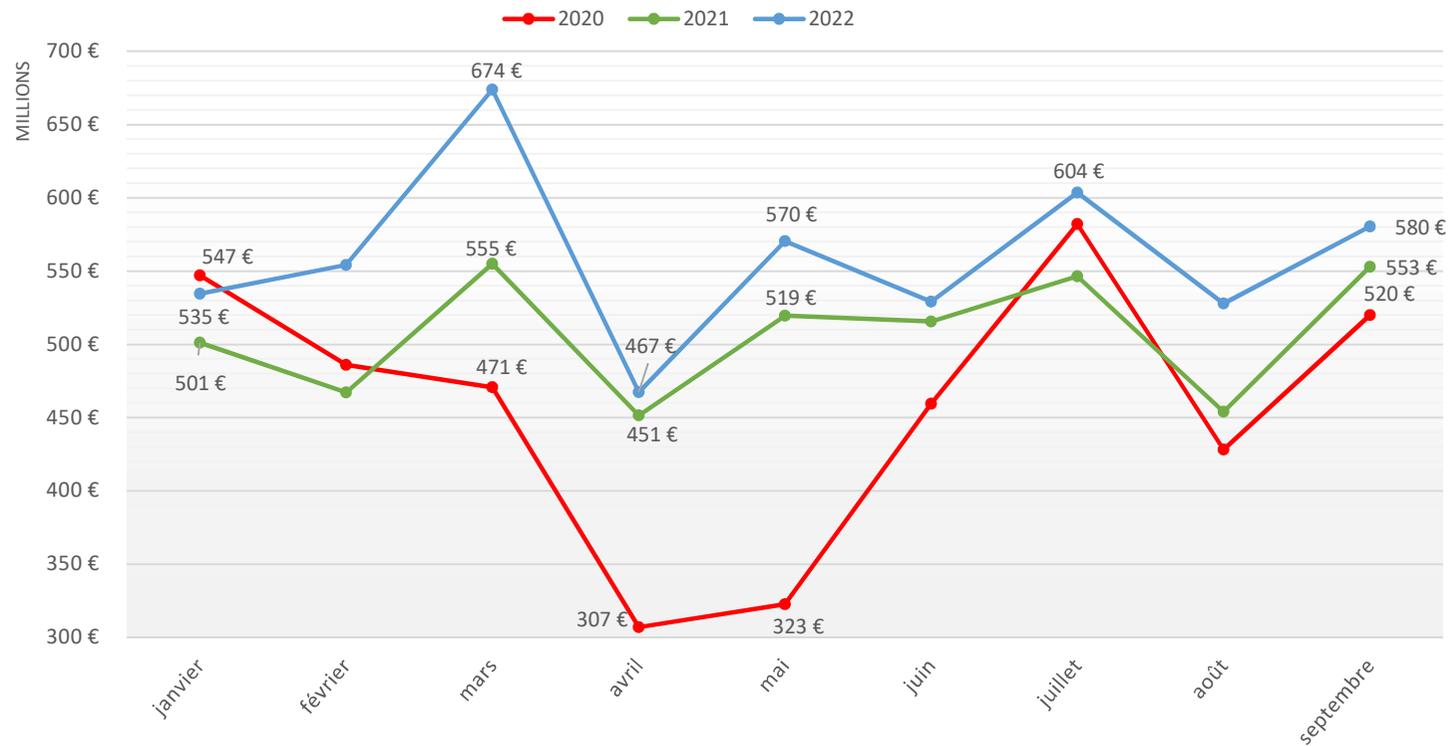
ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DE LA TVA

Article	Code fonct.	Libellé	<u>2021</u>	<u>2022</u>		<u>2022 Estimation/ 2022 Budget</u>	
			Compte	Budget voté	Estimation	Δ en €	Δ en %
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes							
36.000	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	4.538.721.825 €	4.779.338.000 €	5.176.900.000 €	397.562.000 €	8,3%
36.032	13.60	Taxe d'abonnement	1.280.464.780 €	1.380.302.000 €	1.272.349.000 €	-107.953.000 €	-7,8%
36.050	13.60	Droits d'enregistrement	485.306.880 €	524.670.000 €	507.400.000 €	-17.270.000 €	-3,3%
36.030	13.60	Droits d'hypothèques	80.504.394 €	95.505.000 €	77.600.000 €	-17.905.000 €	-18,7%
36.100	11.70	Taxe sur les assurances	64.712.977 €	66.200.000 €	66.200.000 €	0 €	0,0%
Section 64.7 - Recettes domaniales							
16.010	01.25	Loyers d'immeubles des entreprises	87.827.239 €	81.362.000 €	80.781.000 €	-581.000 €	-0,7%
Section 94.1 - Autres recettes en capital							
56.040	13.60	Droits de succession	116.997.354 €	85.000.000 €	130.000.000 €	45.000.000 €	52,9%
TOTAL			6.654.535.449 €	7.012.377.000 €	7.311.230.000 €	298.853.000 €	4,3%

Article	Code fonct.	Libellé	<u>2022</u>		<u>2023</u>	<u>2023 Projet de Budget/ 2022 Estim.</u>	
			Budget voté	Estimation	Projet de Budget	Δ en €	Δ en %
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes							
36.000	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	4.779.338.000 €	5.176.900.000 €	5.377.600.000 €	200.700.000 €	3,9%
36.032	13.60	Taxe d'abonnement	1.380.302.000 €	1.272.349.000 €	1.225.665.000 €	-46.684.000 €	-3,7%
36.050	13.60	Droits d'enregistrement	524.670.000 €	507.400.000 €	517.400.000 €	10.000.000 €	2,0%
36.030	13.60	Droits d'hypothèques	95.505.000 €	77.600.000 €	78.800.000 €	1.200.000 €	1,5%
36.100	11.70	Taxe sur les assurances	66.200.000 €	66.200.000 €	69.200.000 €	3.000.000 €	4,5%
Section 64.7 - Recettes domaniales							
16.010	01.25	Loyers d'immeubles des entreprises	81.362.000 €	80.781.000 €	76.412.000 €	-4.369.000 €	-5,4%
Section 94.1 - Autres recettes en capital							
56.040	13.60	Droits de succession	85.000.000 €	130.000.000 €	100.000.000 €	-30.000.000 €	-23,1%
TOTAL			7.012.377.000 €	7.311.230.000 €	7.445.077.000 €	133.847.000 €	1,8%

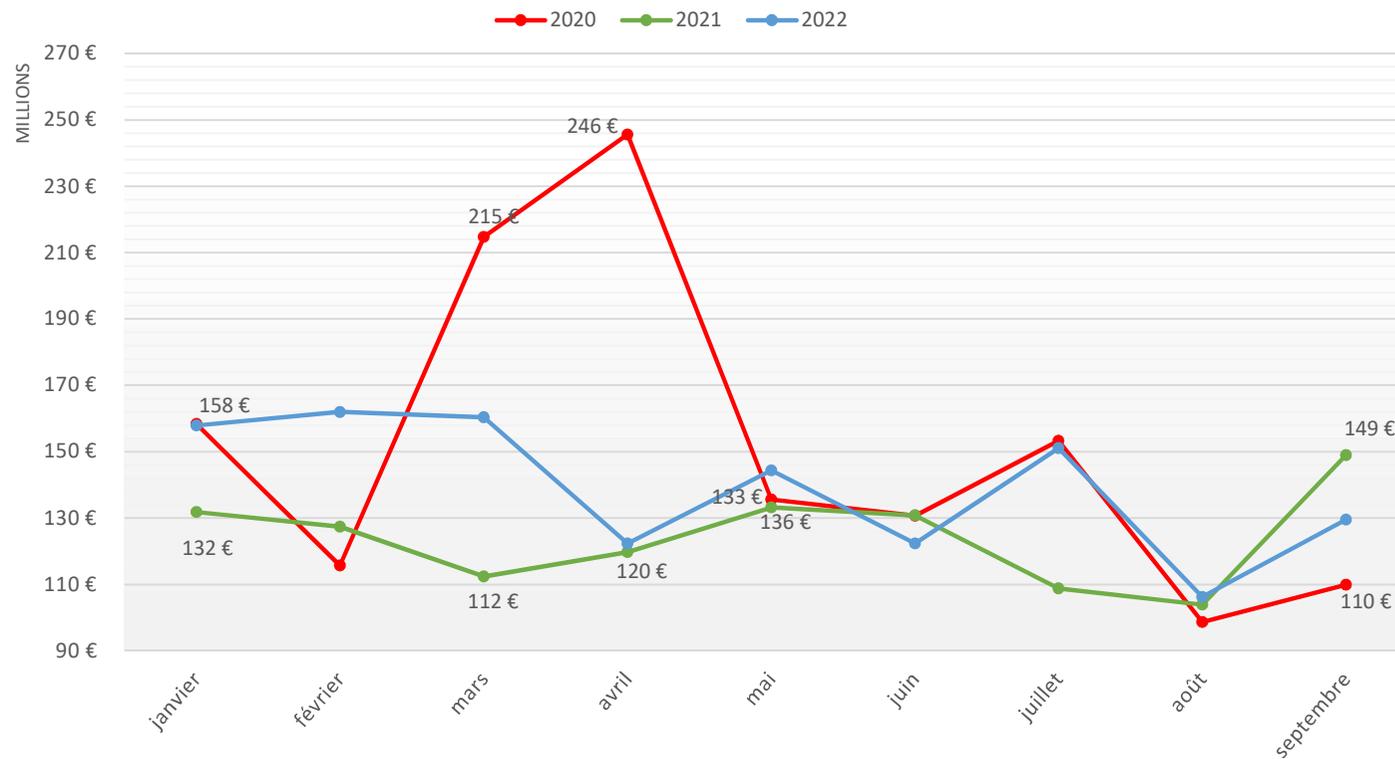
EVOLUTION MENSUELLE DES RECETTES BRUTES DE TVA 2020-2022

Mois	2020	2021	$\Delta 21/20$ en %	2022	$\Delta 22/21$ en %
janvier	547.047.108 €	501.078.214 €	8,4	534.571.358 €	6,7
février	485.886.494 €	467.063.616 €	3,9	554.096.955 €	18,6
mars	470.753.581 €	555.005.771 €	17,9	673.892.274 €	21,4
avril	306.920.227 €	451.406.782 €	47,1	467.290.903 €	3,5
mai	322.647.661 €	519.459.969 €	61,0	570.493.636 €	9,8
juin	459.410.718 €	515.528.298 €	12,2	529.077.925 €	2,6
juillet	582.029.415 €	546.393.112 €	6,1	603.557.638 €	10,5
août	428.187.838 €	453.944.445 €	6,0	527.839.955 €	16,3
septembre	519.847.845 €	552.906.710 €	6,4	580.421.586 €	5,0



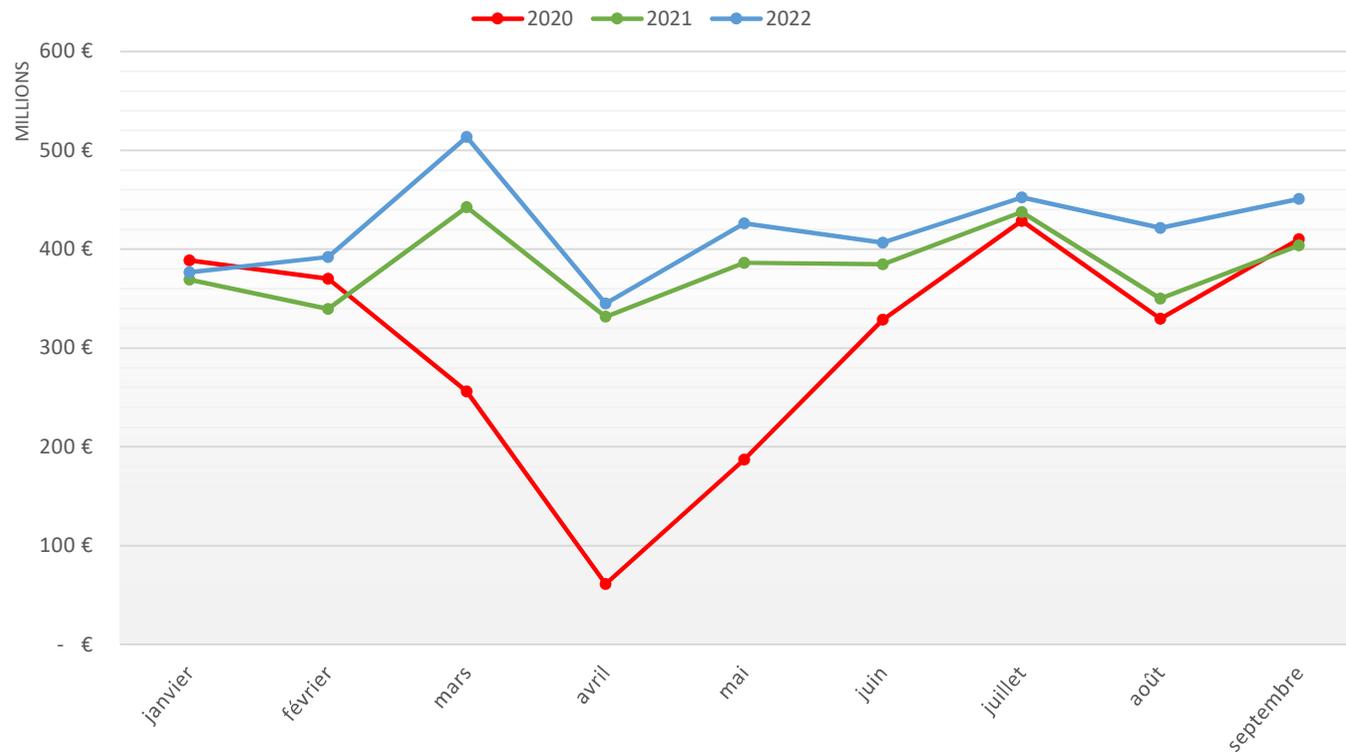
EVOLUTION MENSUELLE DES REMBOURSEMENTS 2020-2022

Mois	2020	2021	$\Delta 21/20$ en %	2022	$\Delta 22/21$ en %
janvier	158.312.446 €	131.846.598 €	16,7	157.859.462 €	19,7
février	115.713.740 €	127.433.085 €	10,1	161.978.180 €	27,1
mars	214.742.975 €	112.358.125 €	- 47,7	160.361.824 €	42,7
avril	245.622.022 €	119.742.426 €	- 51,2	122.340.896 €	2,2
mai	135.577.246 €	133.176.094 €	- 1,8	144.352.183 €	8,4
juin	130.700.248 €	130.760.363 €	0,0	122.349.200 €	- 6,4
juillet	153.300.825 €	108.815.310 €	- 29,0	151.045.399 €	38,8
août	98.663.669 €	103.877.486 €	5,3	106.214.577 €	2,2
septembre	109.924.747 €	148.970.179 €	35,5	129.486.283 €	- 13,1



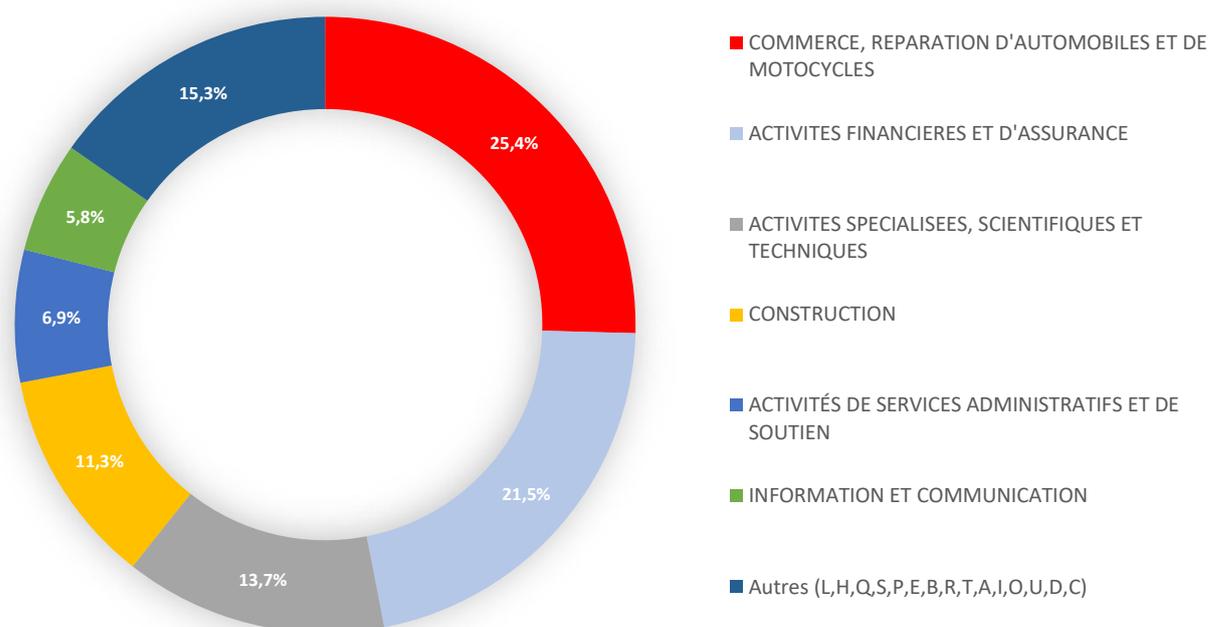
EVOLUTION MENSUELLE DES RECETTES DE TVA 2020-2022

Mois	2020	2021	$\Delta 21/20$ en %	2022	$\Delta 22/21$ en %
janvier	388.734.661 €	369.231.617 €	- 5,0	376.711.896 €	2,0
février	370.172.754 €	339.630.531 €	- 8,3	392.118.775 €	15,5
mars	256.010.606 €	442.647.645 €	72,9	513.530.450 €	16,0
avril	61.298.205 €	331.664.355 €	441,1	344.950.006 €	4,0
mai	187.070.415 €	386.283.876 €	106,5	426.141.452 €	10,3
juin	328.710.470 €	384.767.936 €	17,1	406.728.725 €	5,7
juillet	428.728.591 €	437.577.802 €	2,1	452.512.239 €	3,4
août	329.524.170 €	350.066.959 €	6,2	421.625.378 €	20,4
septembre	409.923.097 €	403.936.532 €	- 1,5	450.935.303 €	11,6



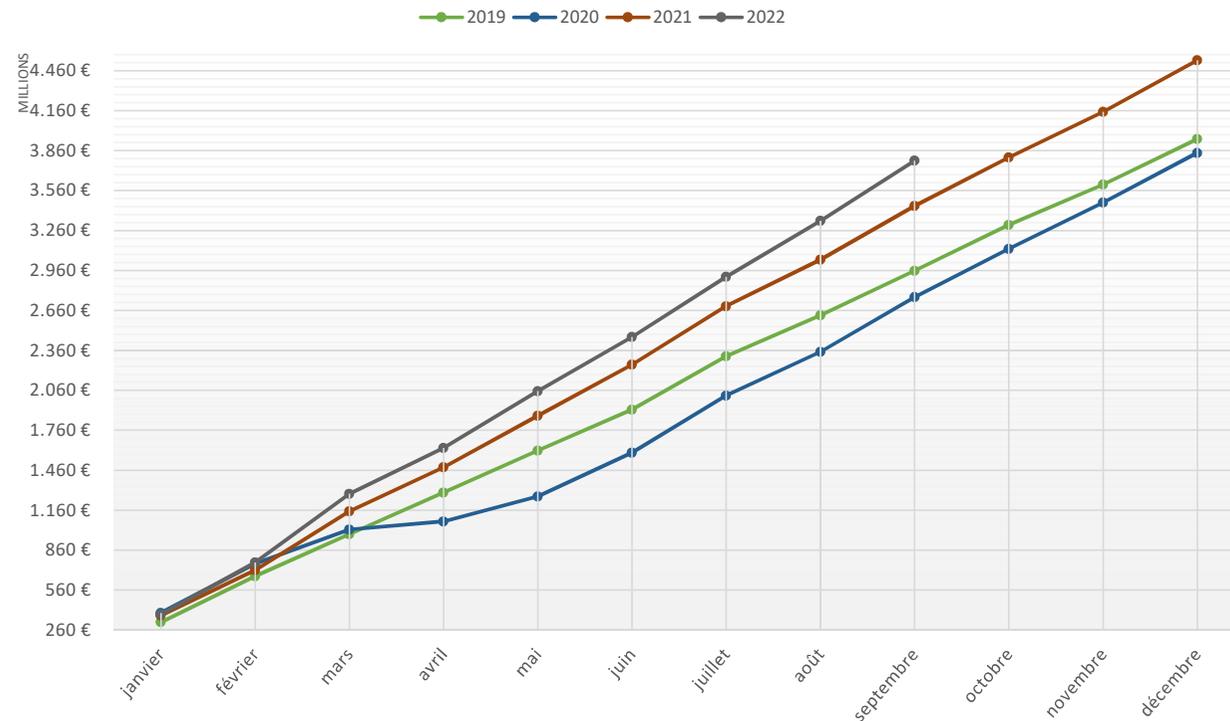
PROVENANCE DE LA TVA SELON LES SECTEURS ECONOMIQUES : MOIS DE JANVIER A SEPTEMBRE

		2022	
Section		Recettes TVA	en %
G	COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	962.779.413 €	25,4%
	45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	261.970.589 €	
	46 Commerce de gros à l'exception de 45	411.705.602 €	
	47 Commerce de détail à l'exception de 45	289.103.222 €	
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	814.159.617 €	21,5%
	64 Activités des services financiers, hors assurance	547.698.224 €	
	65 Assurance	71.993.420 €	
	66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	194.467.973 €	
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	518.493.853 €	13,7%
	69 Activités juridiques et comptables	344.310.639 €	
	70 Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	50.280.273 €	
F	CONSTRUCTION	429.192.636 €	11,3%
	41 Construction de bâtiments	97.479.470 €	
	42 Génie civil	56.234.841 €	
	43 Travaux de construction spécialisés	275.478.325 €	
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	262.591.797 €	6,9%
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	220.510.925 €	5,8%
	Autres (L,H,Q,S,P,E,B,R,T,A,I,O,U,D,C)	577.525.982 €	15,3%
	TOTAL	3.785.254.224 €	100,0%



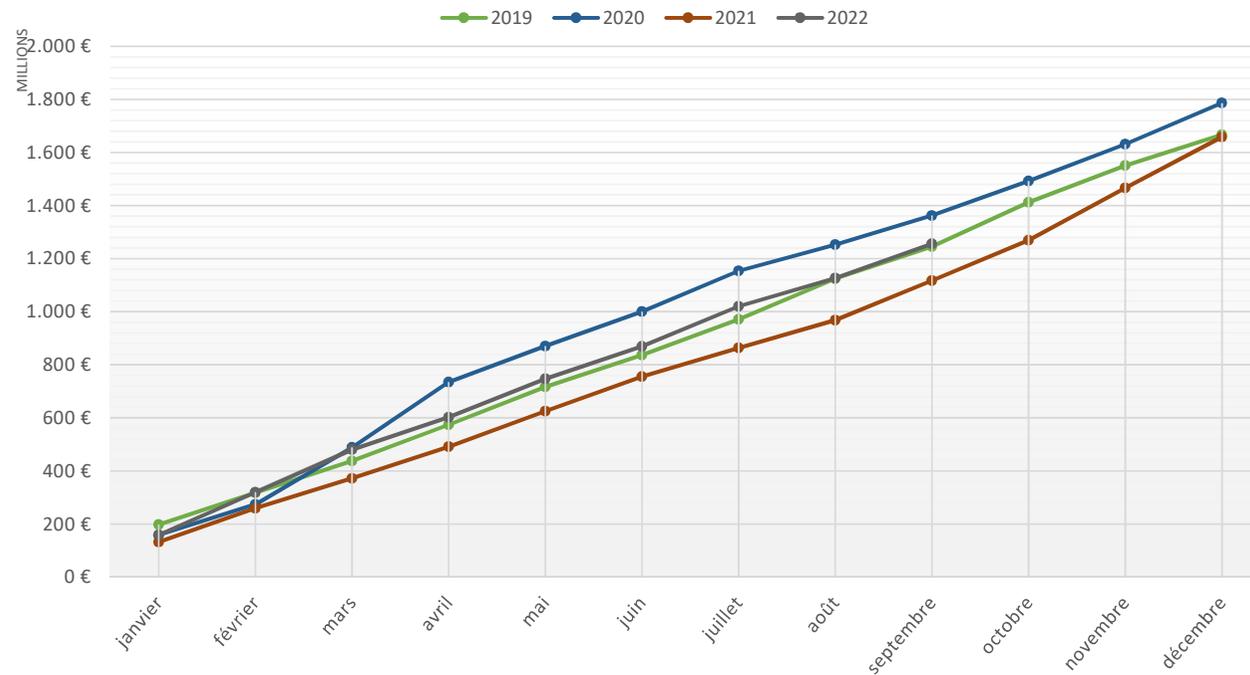
EVOLUTION DE LA TVA 2019 - 2022 (Résultats cumulés en euros)

Mois	2019	2020	$\Delta 20/19$	2021	$\Delta 21/20$	2022	$\Delta 22/21$
janvier	319.367.084 €	388.734.661 €	22%	369.231.617 €	-5%	376.711.896 €	2%
février	663.846.427 €	758.907.416 €	14%	708.862.147 €	-7%	768.830.671 €	8%
mars	978.683.451 €	1.014.918.021 €	4%	1.151.509.793 €	13%	1.282.361.121 €	11%
avril	1.292.657.169 €	1.076.216.226 €	-17%	1.483.174.148 €	38%	1.627.311.128 €	10%
mai	1.608.243.812 €	1.263.286.641 €	-21%	1.869.458.024 €	48%	2.053.452.580 €	10%
juin	1.914.482.761 €	1.591.997.112 €	-17%	2.254.225.959 €	42%	2.460.181.305 €	9%
juillet	2.317.073.232 €	2.020.725.702 €	-13%	2.691.803.761 €	33%	2.912.693.543 €	8%
août	2.624.156.793 €	2.350.249.872 €	-10%	3.041.870.720 €	29%	3.334.318.921 €	10%
septembre	2.957.582.021 €	2.760.172.969 €	-7%	3.445.807.252 €	25%	3.785.254.224 €	10%
octobre	3.302.365.986 €	3.122.217.377 €	-5%	3.809.835.903 €	22%		
novembre	3.606.197.042 €	3.471.236.668 €	-4%	4.151.184.817 €	20%		
décembre	3.948.031.222 €	3.843.379.544 €	-3%	4.538.721.825 €	18%		



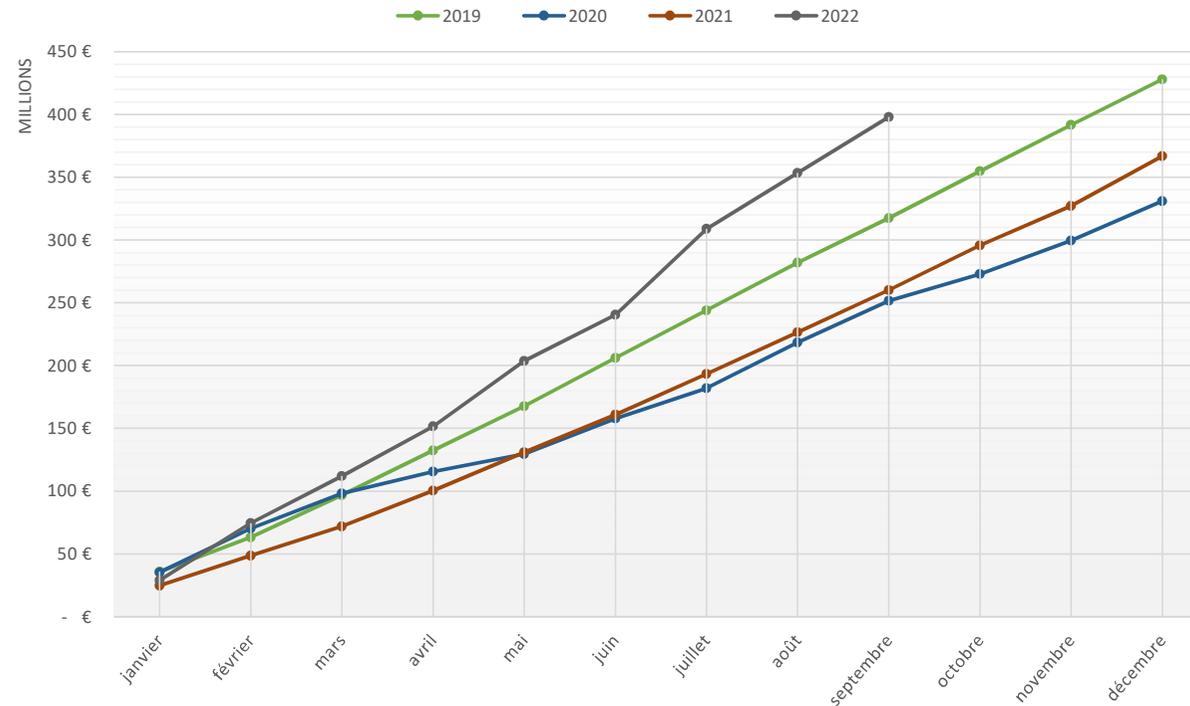
EVOLUTION DES REMBOURSEMENTS DE TVA 2019 - 2022 (Résultats cumulés en euros)

Mois	2019	2020	$\Delta 20/19$	2021	$\Delta 21/20$	2022	$\Delta 22/21$
janvier	197.530.198 €	158.312.446 €	-20%	131.846.598 €	-17%	157.859.462 €	20%
février	316.860.796 €	274.026.186 €	-14%	259.279.683 €	-5%	319.837.642 €	23%
mars	436.769.727 €	488.769.161 €	12%	371.637.808 €	-24%	480.199.466 €	29%
avril	574.332.349 €	734.391.184 €	28%	491.380.235 €	-33%	602.540.362 €	23%
mai	716.439.816 €	869.968.429 €	21%	624.556.328 €	-28%	746.892.545 €	20%
juin	836.653.956 €	1.000.668.677 €	20%	755.316.691 €	-25%	869.241.746 €	15%
juillet	971.481.347 €	1.153.969.502 €	19%	864.132.001 €	-25%	1.020.287.145 €	18%
août	1.124.228.853 €	1.252.633.171 €	11%	968.009.487 €	-23%	1.126.501.723 €	16%
septembre	1.244.934.211 €	1.362.557.919 €	9%	1.116.979.665 €	-18%	1.255.988.005 €	12%
octobre	1.412.205.804 €	1.492.530.181 €	6%	1.268.952.533 €	-15%		
novembre	1.551.406.777 €	1.630.880.322 €	5%	1.466.423.354 €	-10%		
décembre	1.666.857.062 €	1.786.284.322 €	7%	1.658.593.769 €	-7%		



EVOLUTION DES RECETTES BRUTES DE TVA SUR VENTES DE CARBURANT 2019 - 2022
(Résultats cumulés en euros)

Mois	2019	2020	Δ20/19	2021	Δ21/20	2022	Δ22/21
janvier	35.800.304 €	35.386.613 €	-1%	24.863.030 €	-30%	29.091.028 €	17%
février	63.279.689 €	70.348.883 €	11%	48.559.913 €	-31%	74.593.092 €	54%
mars	96.900.855 €	98.264.729 €	1%	71.997.359 €	-27%	111.946.023 €	55%
avril	132.434.015 €	115.676.519 €	-13%	100.563.162 €	-13%	151.756.911 €	51%
mai	167.621.887 €	129.668.240 €	-23%	131.005.532 €	1%	203.637.611 €	55%
juin	206.222.648 €	158.024.049 €	-23%	161.025.131 €	2%	240.492.469 €	49%
juillet	243.919.309 €	182.030.498 €	-25%	193.370.405 €	6%	309.047.468 €	60%
août	282.013.500 €	218.562.510 €	-22%	226.616.124 €	4%	353.501.670 €	56%
septembre	317.408.560 €	251.655.594 €	-21%	260.161.554 €	3%	397.984.335 €	53%
octobre	354.883.138 €	272.831.258 €	-23%	295.840.135 €	8%		
novembre	391.808.368 €	299.596.522 €	-24%	327.255.807 €	9%		
décembre	428.023.346 €	331.050.909 €	-23%	366.821.008 €	11%		

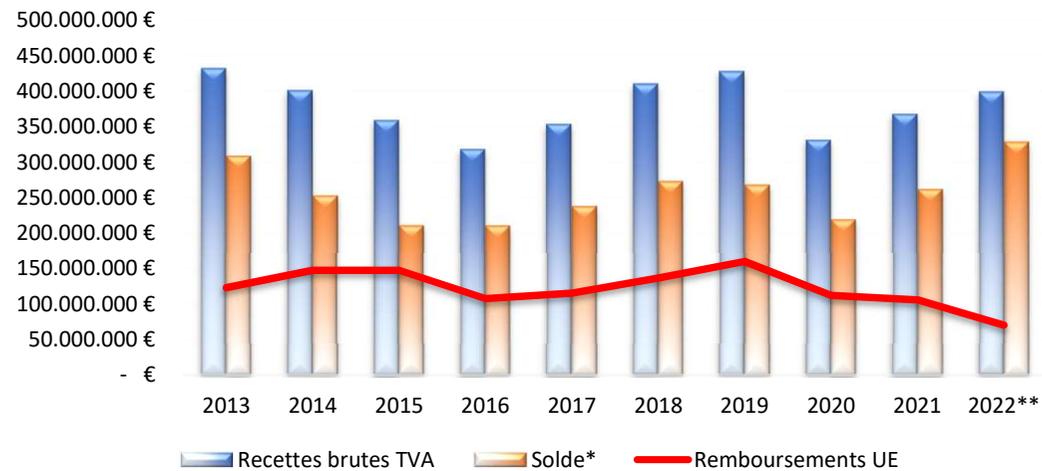


Recettes de TVA avec pour origine la vente de carburant (de 2013 à 2022)

Année	Recettes brutes TVA	Remboursements UE	Solde*	Croissance en %	Croissance en euros
2013	431.697.316 €	- 123.076.407 €	308.620.909 €	13,9	37.579.498 €
2014	400.694.174 €	- 147.610.405 €	253.083.769 €	-18,0	- 55.537.140 €
2015	358.864.800 €	- 147.540.901 €	211.323.899 €	-16,5	- 41.759.870 €
2016	317.404.292 €	- 107.375.115 €	210.029.177 €	-0,6	- 1.294.722 €
2017	352.973.724 €	- 115.208.651 €	237.765.074 €	13,2	27.735.897 €
2018	410.067.659 €	- 136.655.992 €	273.411.667 €	15,0	35.646.594 €
2019	428.023.346 €	- 159.903.815 €	268.119.531 €	-1,9	- 5.292.136 €
2020	331.050.909 €	- 111.923.576 €	219.127.332 €	-18,3	- 48.992.199 €
2021	366.821.008 €	- 105.526.280 €	261.294.728 €	19,2	42.167.396 €
2022**	397.984.335 €	- 70.243.807 €	327.740.527 €	53,0	137.822.780 €

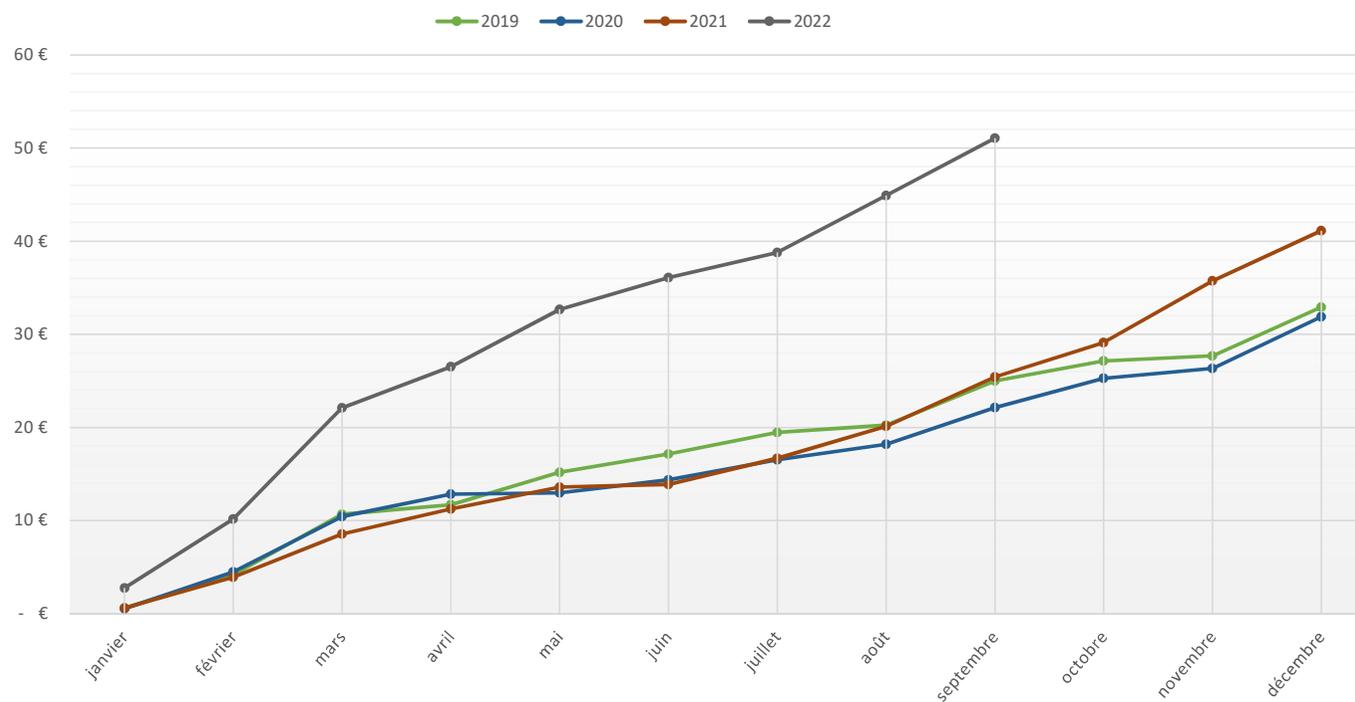
*sans prise en compte du droit à déduction des assujettis immatriculés au Luxembourg

** Situation au 30.09.2022



EVOLUTION DES RECETTES BRUTES DE TVA SUR VENTES D'ELECTRICITE ET DE GAZ 2019 - 2022
(Résultats cumulés en euros)

Mois	2019	2020	Δ20/19	2021	Δ21/20	2022	Δ22/21
janvier	594.264 €	518.717 €	-13%	581.127 €	12%	2.753.499 €	374%
février	4.173.242 €	4.470.769 €	7%	3.905.888 €	-13%	10.163.676 €	160%
mars	10.651.624 €	10.416.651 €	-2%	8.540.922 €	-18%	22.101.957 €	159%
avril	11.688.287 €	12.815.312 €	10%	11.221.740 €	-12%	26.514.771 €	136%
mai	15.164.079 €	12.960.523 €	-15%	13.582.902 €	5%	32.660.466 €	140%
juin	17.131.206 €	14.360.144 €	-16%	13.876.247 €	-3%	36.094.531 €	160%
juillet	19.447.686 €	16.517.305 €	-15%	16.672.371 €	1%	38.787.441 €	133%
août	20.230.482 €	18.185.477 €	-10%	20.131.471 €	11%	44.884.890 €	123%
septembre	24.984.736 €	22.118.017 €	-11%	25.412.523 €	15%	51.071.258 €	101%
octobre	27.143.412 €	25.273.232 €	-7%	29.094.307 €	15%		
novembre	27.662.728 €	26.315.216 €	-5%	35.740.574 €	36%		
décembre	32.910.271 €	31.872.586 €	-3%	41.121.177 €	29%		



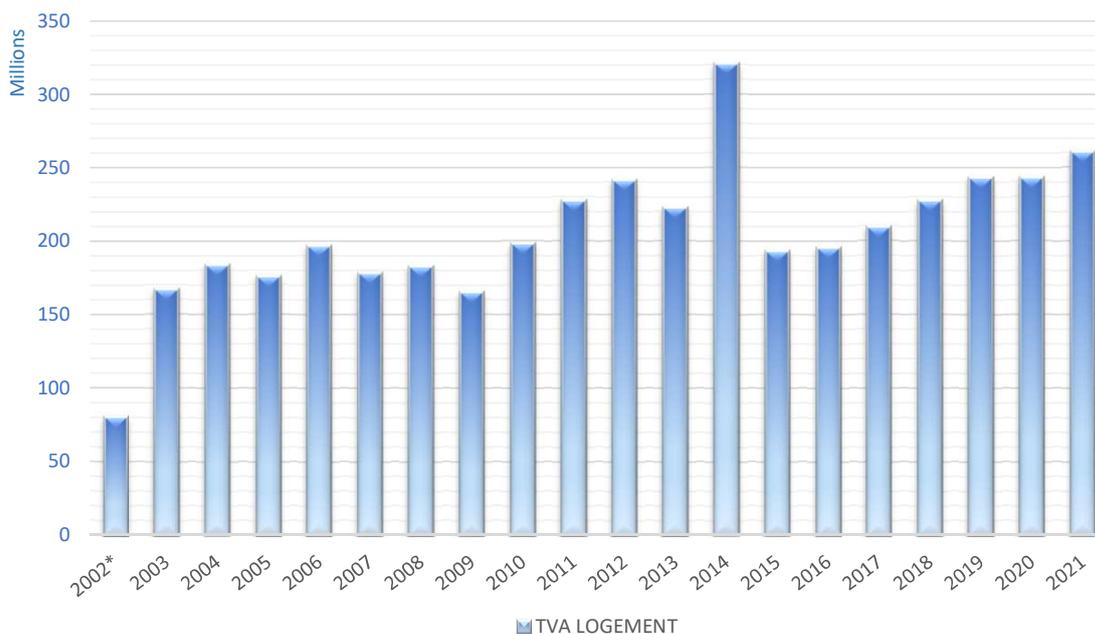
TVA LOGEMENT

IMPACT FINANCIER 2002 - 2022

Année	Montant de TVA remboursé	Montant faveur fiscale "application directe 3%"	TOTAL ANNUEL
2002*	62.514.037 €	17.624.338 €	80.138.375 €
2003	82.883.365 €	83.844.409 €	166.727.774 €
2004	71.970.030 €	111.660.513 €	183.630.543 €
2005	53.546.647 €	122.089.206 €	175.635.853 €
2006	46.161.611 €	150.608.158 €	196.769.769 €
2007	29.942.245 €	148.127.814 €	178.070.059 €
2008	30.823.021 €	151.698.355 €	182.521.376 €
2009	27.395.038 €	137.475.754 €	164.870.793 €
2010	31.041.043 €	166.969.947 €	198.010.990 €
2011	38.533.813 €	188.713.746 €	227.247.559 €
2012	38.797.539 €	202.352.278 €	241.149.817 €
2013	33.837.674 €	188.493.245 €	222.330.919 €
2014	23.736.824 €	296.913.914 €	320.650.738 €
2015	33.166.826 €	159.793.901 €	192.960.727 €
2016	27.806.141 €	167.608.611 €	195.414.752 €
2017	21.263.759 €	188.045.817 €	209.309.576 €
2018	24.848.553 €	202.302.513 €	227.151.067 €
2019	29.897.846 €	213.110.400 €	243.008.247 €
2020	28.864.103 €	213.777.609 €	242.641.712 €
2021	27.450.009 €	233.144.345 €	260.594.354 €
2022**	14.191.190 €	157.209.619 €	171.400.809 €

*01.11.2002 - 31.12.2002 en ce qui concerne le montant de la faveur fiscale "application directe 3%"

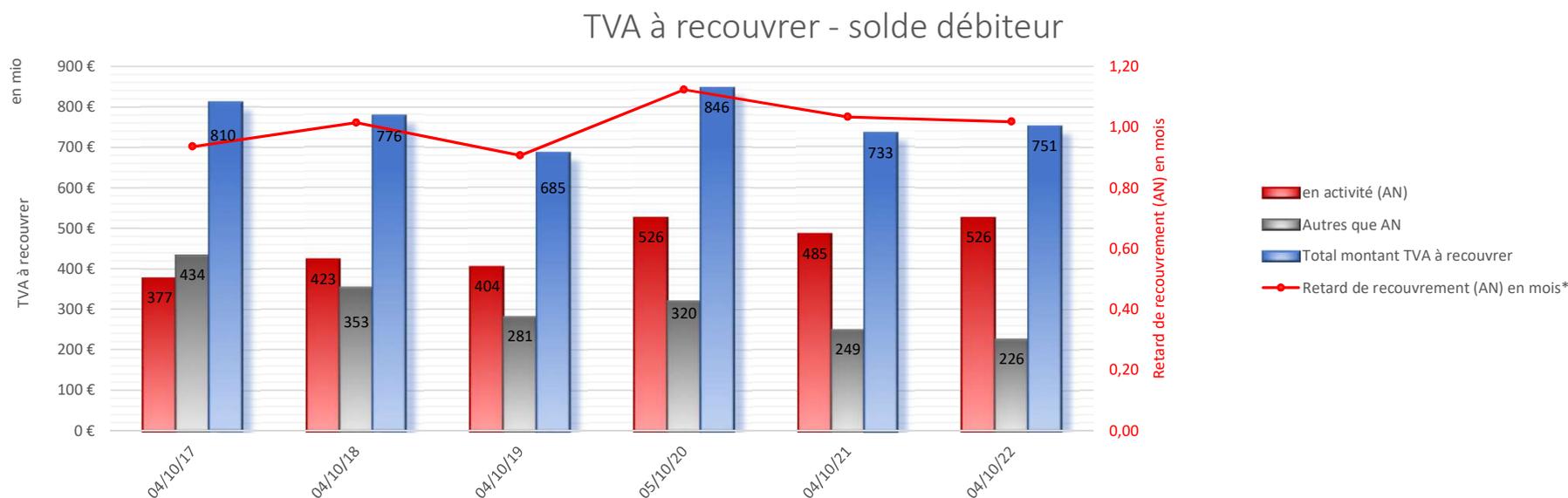
** Situation au 30.09.2022



STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A RECOUVRER 2017 - 2022

Arriérés TVA au	4 octobre 2017		4 octobre 2018		4 octobre 2019		5 octobre 2020		4 octobre 2021		4 octobre 2022	
Assujettis	Nbre	Solde débiteur										
en activité (AN)	20.697	376.797.124 €	22.934	422.784.997 €	21.323	403.961.090 €	26.361	525.606.527 €	23.493	484.772.581 €	23.563	525.557.926 €
en cessation	3.437	48.493.704 €	3.034	33.809.202 €	2.703	37.090.305 €	2.783	108.992.844 €	2.496	35.222.367 €	2.534	36.957.877 €
en faillite	4.708	337.689.786 €	3.938	270.465.505 €	3.813	219.296.789 €	3.442	191.200.581 €	3.305	190.625.114 €	2.902	168.620.044 €
en gestion contrôlée	17	2.158.171 €	12	1.760.652 €	20	1.770.052 €	17	1.358.053 €	14	942.102 €	7	678.025 €
en liquidation amiable	616	16.142.164 €	523	25.172.478 €	448	12.746.345 €	415	11.175.287 €	362	14.614.134 €	319	13.382.713 €
en liquidation judiciaire	739	29.086.225 €	635	22.061.973 €	567	9.752.718 €	506	7.307.476 €	535	7.113.313 €	417	6.218.828 €
succession vacante	0	- €	1	9.053 €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €
Total montant TVA à recouvrer	30.214	810.367.174 €	31.077	776.063.860 €	28.874	684.617.298 €	33.524	845.640.769 €	30.205	733.289.610 €	29.742	751.415.414 €
Dont irrécouvrable		433.570.050 €		353.278.863 €		280.656.209 €		320.034.241 €		248.517.030 €		225.857.488 €
Montant irrécouvrable en %		53,5%		45,5%		41,0%		37,8%		33,9%		30,1%
Retard de recouvrement (AN) en mois*		0,94		1,01		0,91		1,12		1,03		1,02
Total assuj. AN	71.133		74.594		77.562		81.046		82.535		86.241	
Assuj. AN avec SD/ Total assuj. AN	29,1%		30,7%		27,5%		32,5%		28,5%		27,3%	

* Montant à recouvrer AN en T / Recette mensuelle brute moyenne en T-1 = retard en mois

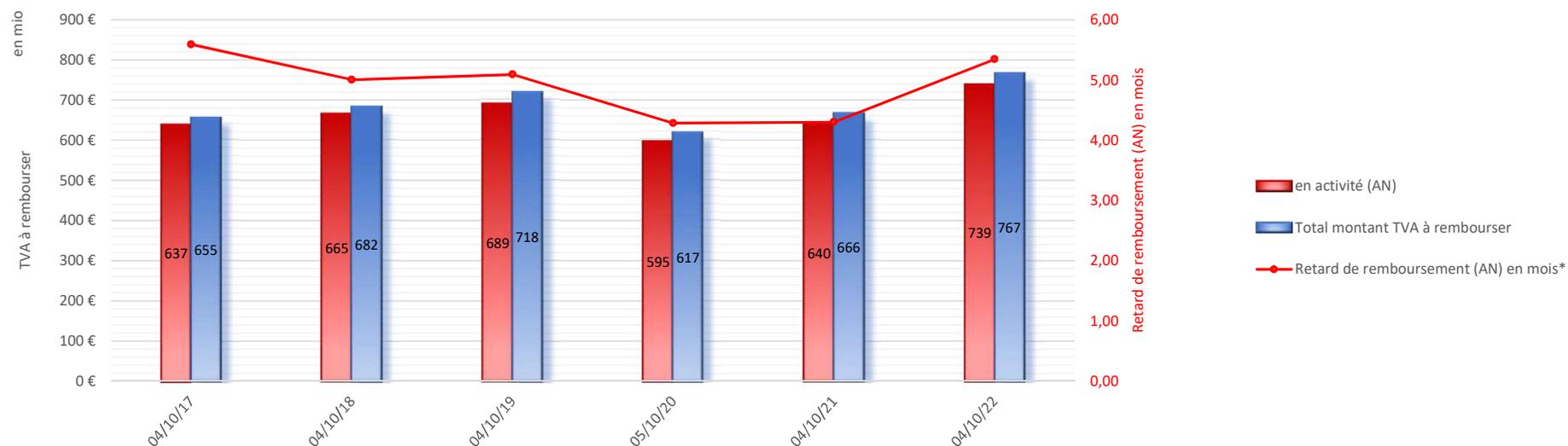


STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A REMBOURSER 2017 - 2022

Arriérés TVA au	4 octobre 2017		4 octobre 2018		4 octobre 2019		5 octobre 2020		4 octobre 2021		4 octobre 2022	
	Nbre	Solde créditeur										
en activité (AN)	27.662	636.913.842 €	28.403	664.536.724 €	29.479	688.954.142 €	24.459	594.790.457 €	31.409	640.056.788 €	33.340	738.654.301 €
en cessation	1.903	8.067.339 €	1.574	8.234.097 €	1.705	11.280.022 €	1.396	7.510.441 €	1.793	11.673.267 €	2.064	12.775.893 €
en faillite	42	413.743 €	3	2.682 €	9	8.555 €	12	6.429 €	22	35.663 €	39	116.012 €
en gestion contrôlée	7	187.392 €	2	146.893 €	3	149.686 €	3	179.817 €	4	148.282 €	4	150.197 €
en liquidation amiable	808	9.316.489 €	705	9.552.868 €	762	17.615.799 €	986	14.845.729 €	1.069	14.349.258 €	1.215	14.967.464 €
en liquidation judiciaire	2	6.014 €	1	104 €	2	8.083 €	3	8.855 €	4	8.868 €	6	23.239 €
succession vacante	0	- €	0	- €	0	- €	1	8.159 €	1	8.159 €	1	8.159 €
Total montant TVA à rembourser	30.424	654.904.820 €	30.688	682.473.368 €	31.960	718.000.120 €	26.860	617.349.887 €	34.302	666.280.286 €	36.669	766.695.265 €
Retard de remboursement (AN) en mois*		5,59		5,00		5,09		4,28		4,30		5,34
Total assuj. AN	71.133		74.594		77.562		81.046		82.535		86.241	
Assuj. AN avec SC/ Total assuj. AN	38,9%		38,1%		38,0%		30,2%		38,1%		38,7%	

*Montant total à rembourser / Montant mensuel moyen remboursé T-1

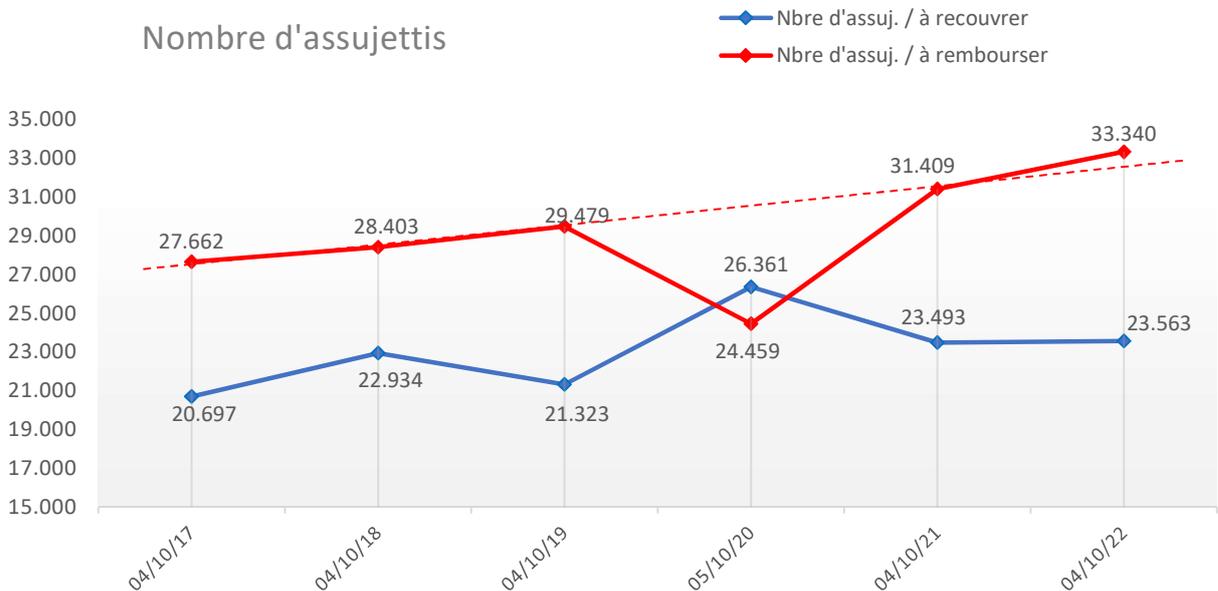
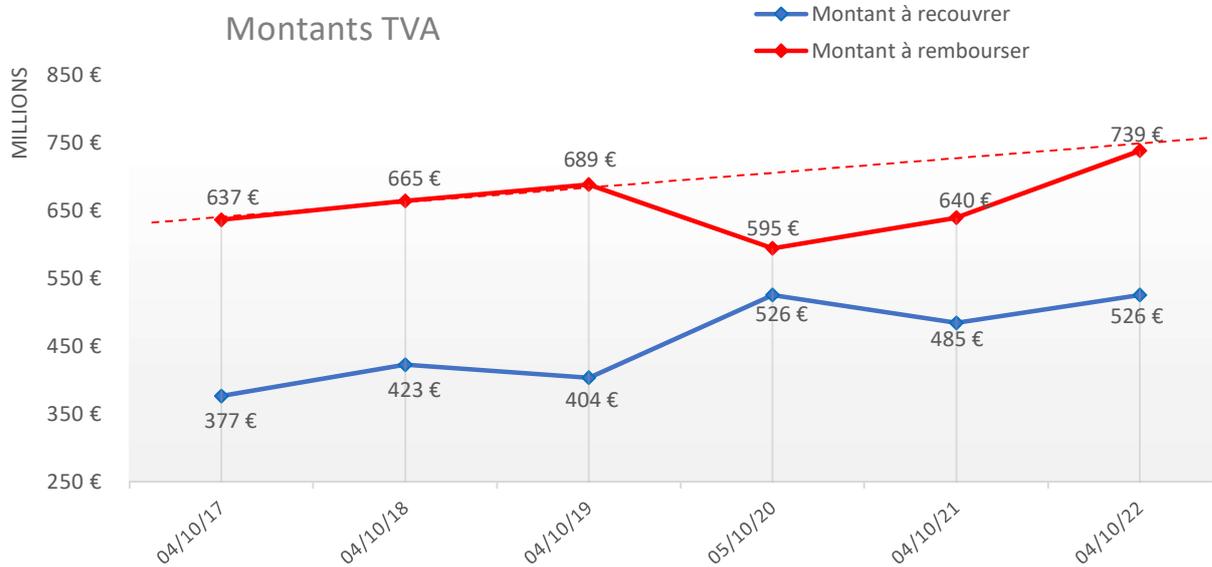
TVA à rembourser - solde créditeur



STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A RECOUVRER / A REMBOURSER 2017-2022

Situation des assujettis en activité normale

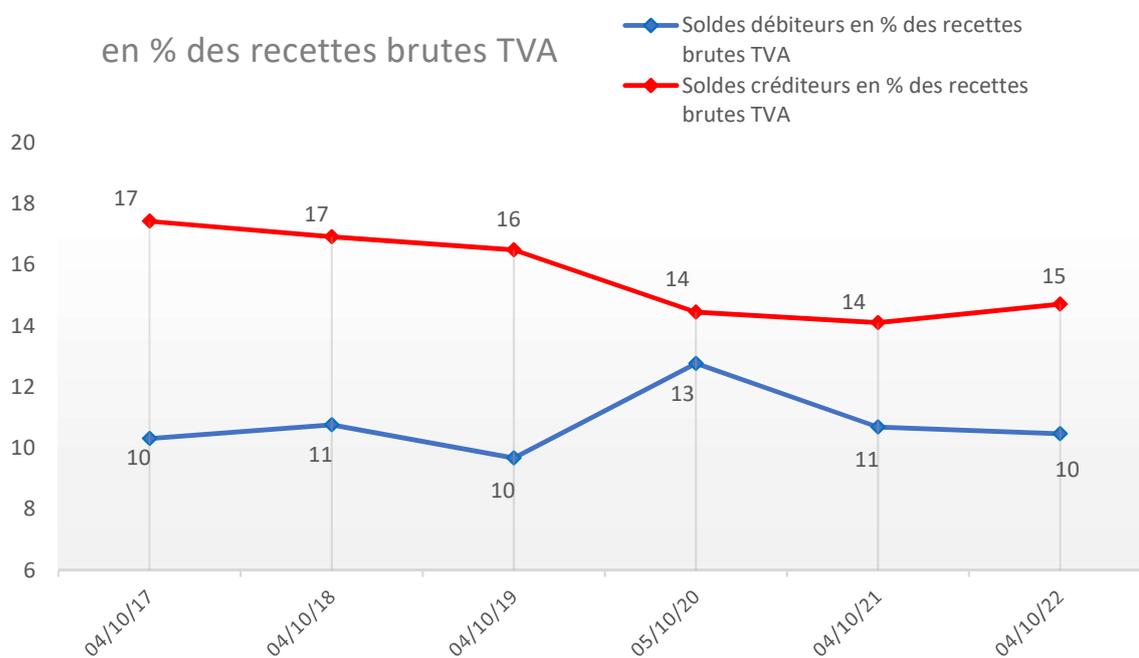
Arriérés TVA au	A recouvrer		A rembourser	
	Nombre d'assuj.	Montant	Nombre d'assuj.	Montant
4 octobre 2017	20.697	376.797.124 €	27.662	636.913.842 €
4 octobre 2018	22.934	422.784.997 €	28.403	664.536.724 €
4 octobre 2019	21.323	403.961.090 €	29.479	688.954.142 €
5 octobre 2020	26.361	525.606.527 €	24.459	594.790.457 €
4 octobre 2021	23.493	484.772.581 €	31.409	640.056.788 €
4 octobre 2022	23.563	525.557.926 €	33.340	738.654.301 €



MONTANTS DE TVA A RECOUVRER / A REMBOURSER EN % DES RECETTES BRUTES
Situation des assujettis en activité normale

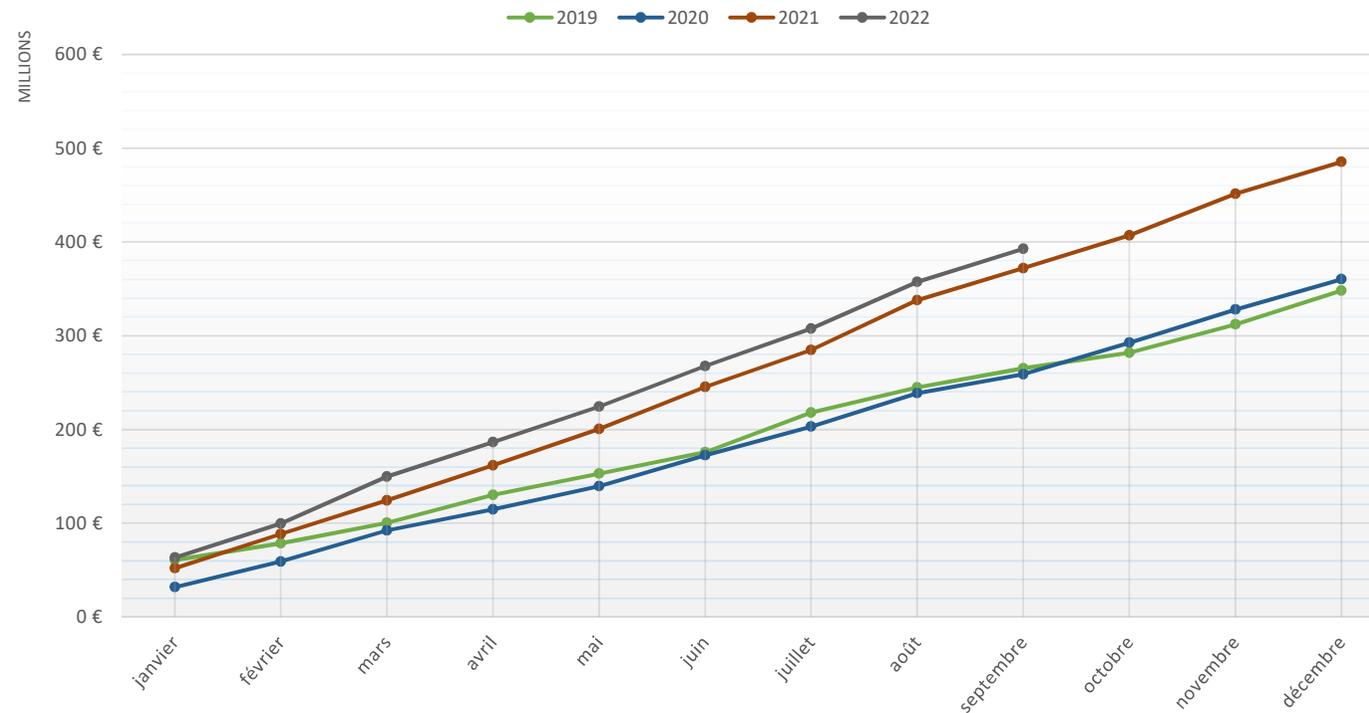
Recettes brutes* au 30 sept. (en mio.) (1)	Arriérés TVA au	A recouvrer		A rembourser	
		en mio. (2)	(2)/(1) en %	en mio. (3)	(3)/(1) en %
3.654	4 octobre 2017	377	10,3	637	17,4
3.928	4 octobre 2018	423	10,8	665	16,9
4.177	4 octobre 2019	404	9,7	689	16,5
4.115	5 octobre 2020	526	12,8	595	14,5
4.536	4 octobre 2021	485	10,7	640	14,1
5.018	4 octobre 2022	526	10,5	739	14,7

* Les recettes brutes correspondent aux soldes à payer déclarés par les assujettis dans le cadre de leurs déclarations de TVA.



EVOLUTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT 2019 - 2022 (Résultats cumulés en euros)

Mois	2019	2020	$\Delta 20/19$	2021	$\Delta 21/20$	2022	$\Delta 22/21$
janvier	60.694.638 €	31.766.915 €	-48%	52.050.350 €	64%	63.270.947 €	22%
février	78.628.592 €	59.019.787 €	-25%	88.499.125 €	50%	99.577.616 €	13%
mars	100.436.026 €	92.259.965 €	-8%	124.239.835 €	35%	149.811.231 €	21%
avril	130.109.180 €	114.579.033 €	-12%	161.593.722 €	41%	186.529.723 €	15%
mai	152.854.144 €	139.359.374 €	-9%	200.488.788 €	44%	224.377.849 €	12%
juin	175.803.529 €	172.340.403 €	-2%	245.448.984 €	42%	267.622.251 €	9%
juillet	217.818.833 €	203.092.124 €	-7%	284.652.068 €	40%	307.446.585 €	8%
août	244.761.374 €	238.715.422 €	-2%	337.731.696 €	41%	357.263.029 €	6%
septembre	265.176.257 €	258.808.933 €	-2%	371.985.648 €	44%	392.675.768 €	6%
octobre	281.855.880 €	292.697.466 €	4%	407.083.622 €	39%		
novembre	312.110.805 €	327.808.450 €	5%	451.226.628 €	38%		
décembre	348.030.558 €	360.238.828 €	4%	485.306.880 €	35%		

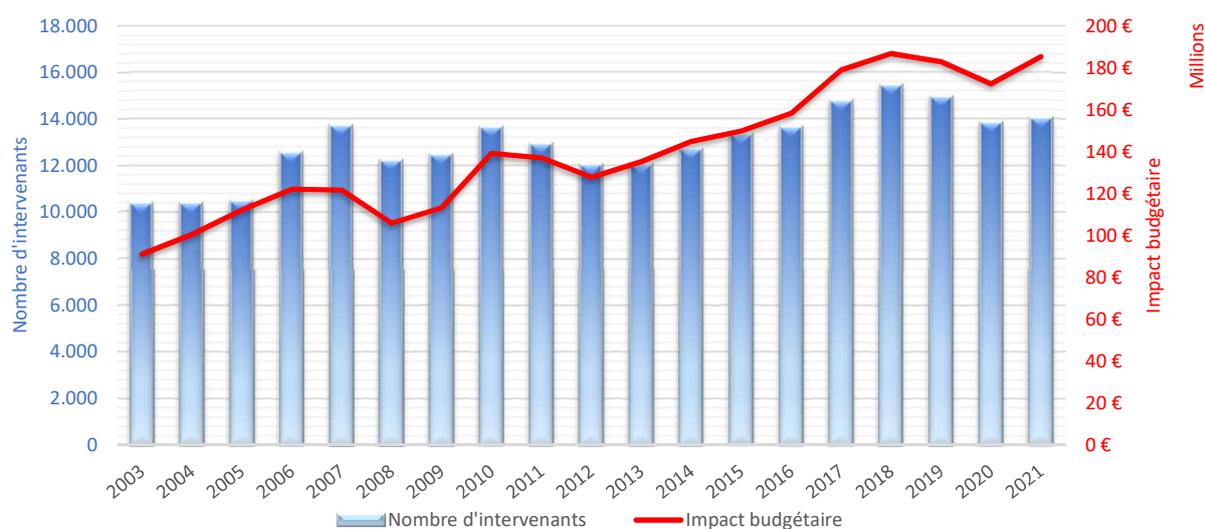


**CREDIT D'IMPOT EN MATIERE D'ENREGISTREMENT ET D'HYPOTHÈQUES
LOI DU 30 JUILLET 2002 TELLE QUE MODIFIEE**

Année	Impact budgétaire	Nombre d'intervenants
2002*	53.000.000 €	6.400
2003	91.000.000 €	10.400
2004	100.500.000 €	10.400
2005	112.061.042 €	10.499
2006	121.999.375 €	12.561
2007	121.628.765 €	13.721
2008	105.838.165 €	12.230
2009	113.220.617 €	12.477
2010	139.184.041 €	13.647
2011	136.995.214 €	12.928
2012	127.804.769 €	12.047
2013	135.177.788 €	12.055
2014	144.836.068 €	12.706
2015	149.824.454 €	13.341
2016	158.201.510 €	13.645
2017	178.930.840 €	14.770
2018	186.773.176 €	15.456
2019	182.856.529 €	14.952
2020	172.286.232 €	13.847
2021	185.306.587 €	14.042
2022**	120.097.223 €	8.901

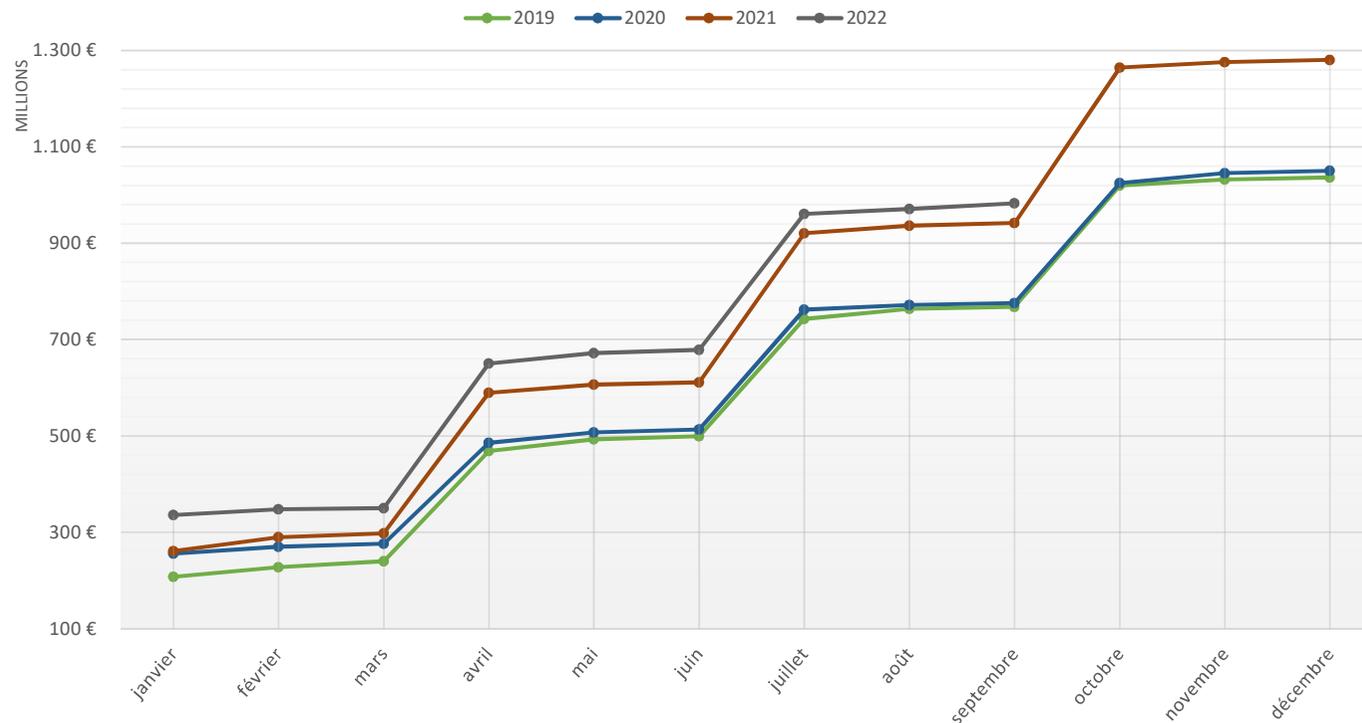
* Pour la période du 17 mai 2002 au 31 décembre 2002

** Situation au 30.09.2022



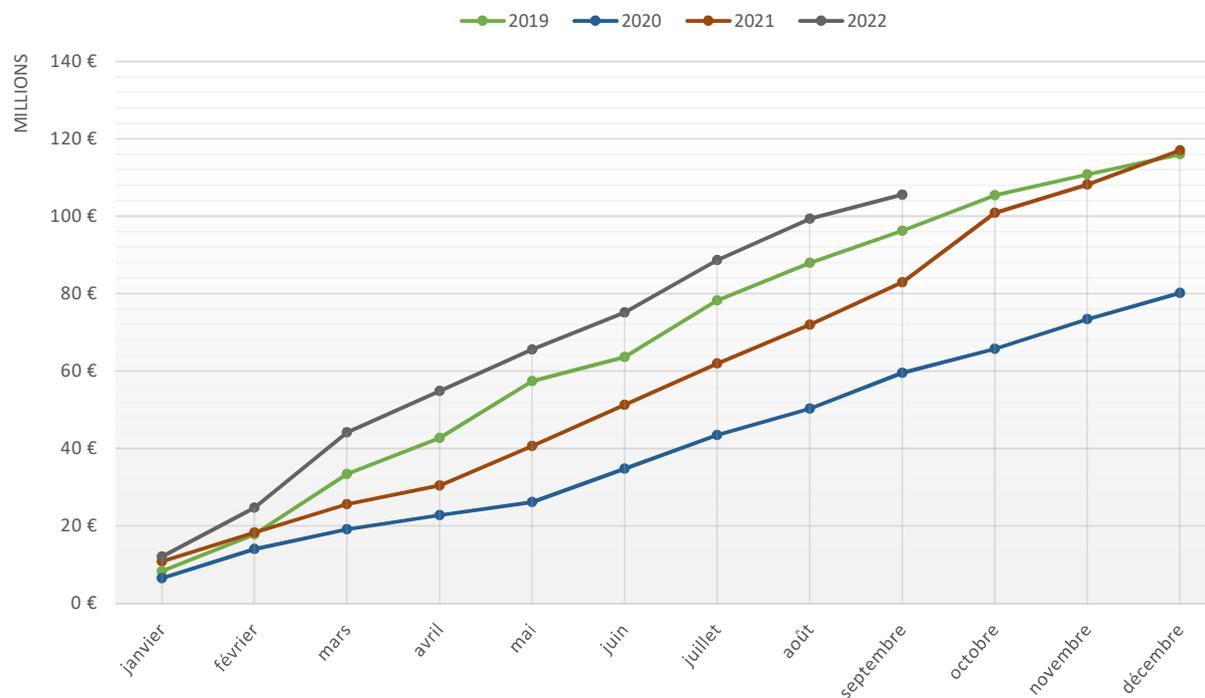
EVOLUTION DE LA TAXE D'ABONNEMENT 2019 - 2022 (Résultats cumulés en euros)

Mois	2019	2020	$\Delta 20/19$	2021	$\Delta 21/20$	2022	$\Delta 22/21$
janvier	207.312.887 €	255.446.061 €	23%	260.604.966 €	2%	335.416.237 €	29%
février	226.991.034 €	269.845.860 €	19%	289.958.668 €	7%	347.707.046 €	20%
mars	239.632.213 €	276.029.785 €	15%	297.546.753 €	8%	350.130.325 €	18%
avril	468.742.049 €	485.593.081 €	4%	589.656.054 €	21%	649.978.117 €	10%
mai	492.738.907 €	506.994.319 €	3%	606.275.548 €	20%	671.854.041 €	11%
juin	499.247.858 €	513.167.452 €	3%	610.852.182 €	19%	678.361.249 €	11%
juillet	742.714.236 €	762.230.157 €	3%	920.580.714 €	21%	960.967.494 €	4%
août	763.767.855 €	771.923.324 €	1%	936.334.745 €	21%	970.959.193 €	4%
septembre	767.651.612 €	775.925.767 €	1%	941.937.274 €	21%	982.693.622 €	4%
octobre	1.019.802.494 €	1.024.793.302 €	0%	1.264.668.095 €	23%		
novembre	1.032.296.594 €	1.045.601.533 €	1%	1.275.816.773 €	22%		
décembre	1.036.495.737 €	1.050.378.110 €	1%	1.280.464.780 €	22%		



EVOLUTION DES DROITS DE SUCCESSION 2019 - 2022 (montants cumulés)

Mois	2019	2020	$\Delta 20/19$	2021	$\Delta 21/20$	2022	$\Delta 22/21$
janvier	8.278.439 €	6.454.418 €	-22%	10.783.302 €	67%	12.029.164 €	12%
février	17.806.906 €	13.986.755 €	-21%	18.270.167 €	31%	24.658.290 €	35%
mars	33.376.795 €	19.081.932 €	-43%	25.597.654 €	34%	44.124.994 €	72%
avril	42.656.631 €	22.756.239 €	-47%	30.376.280 €	33%	54.863.466 €	81%
mai	57.379.834 €	26.159.907 €	-54%	40.603.579 €	55%	65.527.700 €	61%
juin	63.565.446 €	34.772.856 €	-45%	51.211.138 €	47%	75.088.808 €	47%
juillet	78.213.499 €	43.479.219 €	-44%	61.951.487 €	42%	88.624.938 €	43%
août	87.944.407 €	50.265.516 €	-43%	71.944.459 €	43%	99.346.434 €	38%
septembre	96.229.169 €	59.522.787 €	-38%	82.894.211 €	39%	105.571.201 €	27%
octobre	105.431.990 €	65.730.657 €	-38%	100.834.263 €	53%		
novembre	110.783.827 €	73.397.981 €	-34%	108.166.404 €	47%		
décembre	116.006.925 €	80.151.107 €	-31%	116.997.354 €	46%		



PROJET DE BUDGET PLURIANNUEL 2023-2026

Estimations	2022	2023	Δ en %	2024	Δ en %	2025	Δ en %	2026	Δ en %
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes									
Taxe sur la valeur ajoutée	5.176.900.000 €	5.377.600.000 €	3,9%	5.689.600.000 €	5,8%	5.912.100.000 €	3,9%	6.176.900.000 €	4,5%
Taxe d'abonnement	1.272.349.000 €	1.225.665.000 €	-3,7%	1.277.149.000 €	4,2%	1.326.463.000 €	3,9%	1.373.470.000 €	3,5%
Droits d'enregistrement	507.400.000 €	517.400.000 €	2,0%	555.400.000 €	7,3%	596.300.000 €	7,4%	640.400.000 €	7,4%
Droits d'hypothèques	77.600.000 €	78.800.000 €	1,5%	83.300.000 €	5,7%	88.100.000 €	5,8%	93.200.000 €	5,8%
Taxe sur les assurances	66.200.000 €	69.200.000 €	4,5%	72.300.000 €	4,5%	75.600.000 €	4,6%	79.100.000 €	4,6%
Section 64.7 - Recettes domaniales									
Loyers d'immeubles des entreprises	80.781.000 €	76.412.000 €	-5,4%	76.412.000 €	0,0%	76.412.000 €	0,0%	76.412.000 €	0,0%
Section 94.1 - Autres recettes en capital									
Droits de succession	130.000.000 €	100.000.000 €	-23,1%	100.000.000 €	0,0%	100.000.000 €	0,0%	100.000.000 €	0,0%
Total	7.311.230.000 €	7.445.077.000 €	1,8%	7.854.161.000 €	5,5%	8.174.975.000 €	4,1%	8.539.482.000 €	4,5%

Taxe sur la valeur ajoutée	2022	2023	Δ en %	2024	Δ en %	2025	Δ en %	2026	Δ en %
Recettes brutes	6.926.620.386 €	7.362.669.401 €	6,3%	7.789.816.585 €	5,8%	8.094.467.928 €	3,9%	8.456.967.659 €	4,5%
Remboursements	1.749.728.634 €	1.985.073.644 €	13,5%	2.100.238.208 €	5,8%	2.182.376.264 €	3,9%	2.280.111.015 €	4,5%
TVA (non-arrondie)	5.176.891.753 €	5.377.595.757 €	3,9%	5.689.578.376 €	5,8%	5.912.091.664 €	3,9%	6.176.856.643 €	4,5%